

Surpopulation pénale au QMA

Attention Danger imminent !!

le 02 mai 2024

L'**UFAP UNSa justice** du CP NANTES, par cet écrit, tient à vous faire part de sa grande inquiétude concernant le fonctionnement du Quartier Maison d'Arrêt durant les mois à venir.

En effet, depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, la structure Nantaise subit de plein fouet une recrudescence d'incarcération, l'effectif théorique est fixé à 508 QMA, or, pour faire baisser les taux de matelas au sol, plus de 180 lits y ont été ajoutés depuis la prise de possession des lieux en juin 2012. Mais comme l'activité judiciaire nantaise est très riche, et malheureusement plus de 200 matelas au sol jonchent les cellules. Au moment où nous rédigeons ces lignes l'effectif est de plus de 900 détenus. Aucune amélioration n'est à prévoir si l'on s'en tient aux faits divers qui se multiplient dans le département.

Les conditions de travail des personnels sont inhumaines, les conditions de détentions de même, il est intolérable de continuer à exercer ainsi.

La semaine dernière encore suite à une mauvaise cohabitation deux pensionnaires ont voulu en découdre, malheureusement une collègue est intervenue pour les séparer et en a payé le prix, une bonne droite dans la tête en guise de professionnalisme.

Nous sommes assis sur une poudrière, prête à exploser. Les personnels font leur possible pour maintenir l'ordre et la sécurité dans ce contexte tendu où les problèmes de cohabitations se font quotidiennement, et se règle à coup de lame en cours de promenade par exemple. Bien évidemment cette situation expose les personnels de tout corps et grades à toutes sorte d'agressions qu'elles soient physiques et/ou verbales. Il en découle également une augmentation des démarches administratives et une surcharge de travail pour les personnels de tout corps (greffe, parloirs, usmp, etc). Trop souvent, mais toute fois nécessaire, l'établissement nantais reçoit et héberge des personnes détenues venant des départements voisins, qui eux aussi croule sous le nombre d'incarcérations.

Les conditions d'exercice de nos métiers ne sont plus supportables, alors que nous devrions observer, informer et réinsérer, nos seules actions sont « EVITER LE PIRE » La prochaine période estivale qui se présente à nous avec les JO et les effets de la délinquance locale risque de faire exploser notre établissement. Si toutefois, il venait à arriver quelque chose de grave, la DAP DEVRA RENDRE DES COMPTE ET ASSUMER.

Pour L'**UFAP UNSa justice**

le secrétaire local

HERVE Yann